

REVUE DE PRESSE



DISCOURS DE JACQUES DELORS AU FORUM DES PROGRESSISTES EUROPÉENS

15 JUIN 2013 - MAISON DE LA MUTUALITÉ

Contact presse :

Stéphanie Baz, responsable de la communication et des relations médias et
Conseillère presse de Jacques Delors, Président fondateur
sbaz@notre-europe.eu, 00 33 1 44 58 97 84

Jacques Delors, grand témoin au Forum des progressistes européens



Jacques Delors, notre président fondateur, est intervenu samedi 15 juin 2013 en qualité de grand Témoin, aux côtés de nombreux responsables français et européens, au forum des progressistes européens, organisé à la Maison de la Mutualité à Paris par le PS, la fondation Jean-Jaurès et la FEPS.

Jacques Delors a prononcé un discours dont l'objectif était de dresser le bilan de la construction européenne à ce jour mais surtout de donner les pistes de relances pour l'avenir. En voici quelques **phrases clés** :

« *Il faut remettre l'Europe à la relance, rebattir l'UEM et ne pas oublier l'Europe des 28.* »

« *Nous avons trois adversaires : le marasme économique, l'image de l'Europe punitive, le populisme*»

« *L'union économique est devenue ingérable et incompréhensible* »

« *En Europe, la bataille économique politique idéologique et financière en Europe n'est pas terminée* »

« *L'union économique et monétaire ne fonctionnera pas si après les annonces, il faut attendre des mois pour en voir les effets*»

« *Une monnaie unique c'est une grande ambition peut être trop grande mais on l'a décidé on doit l'appliquer!* »

« *Il faut redonner son sens à la démocratie sociale en Europe!* »

A l'issue de ses propos, l'ancien président de la Commission européenne a reçu une standing ovation de la salle. La presse et les réseaux sociaux ont immédiatement relayés ses propos. Cette revue de presse en rend compte.



PROGRAMME DU FORUM DES PROGRESSISTES EUROPEENS

FORUM DES PROGRESSISTES EUROPÉENS

Paris, le 15 juin 2013

Maison de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor - 75005 Paris

organisé par le Parti socialiste,
la Fondation Jean-Jaurès
et la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS)

14H30 : REORIENTER L'EUROPE POUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI

Modérateur : Ernst Stetter, **secrétaire général de la FEPS**

Restitution des questions posées par les internautes par

Gilles Finchelstein, **directeur général de la Fondation Jean-Jaurès**
Hannes Swoboda, **président du groupe S&D au Parlement européen**

Table ronde :

Catherine Trautmann, **députée européenne**,
Guglielmo Epifani, **secrétaire national du Partito Democratico**,
Antonio Séguaro, **Président du Parti socialiste portugais**,
Évangelos Venizélos, **Président du PASOK**
Bernadette Ségal, **secrétaire générale de la CES**,
Emma Reynolds, **députée britannique**

16h : Grand Témoin : Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne

Intervention d'Harlem Désir, Premier secrétaire du Parti socialiste

Intervention de Martin Schulz, Président du Parlement européen

16H45 : CONSTRUIRE L'EUROPE DE DEMAIN : UN NOUVEAU MODÈLE DÉMOCRATIQUE, SOCIAL ET ÉCOLOGIQUE

Modérateur : Jean-Louis Bianco, **ancien ministre**

Restitution des questions posées par les internautes par

Gilles Finchelstein, **directeur général de la Fondation Jean-Jaurès**
Massimo D'Alema, **président de la FEPS et**
Sergeï Stanishev, président du PSE

Table ronde :

Jean-Christophe Cambadélis, **secrétaire national à l'Europe et à l'International du PS français**

Alfredo Pérez Rubalcaba, **secrétaire général du PSOE**

Attila Mesterhazy, **Président du MSzP**,

Zita Gurmai, **Présidente du PSE femmes**,

Bruno Tobback, **Président du SPA**,

Angelica Schwall-Düren, **ministre pour les Affaires fédérales, l'Europe et les médias du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, membre du Bundesrat**

SITE DU PS



EUROPE ET INTERNATIONALSamedi 15 Juin 2013 à 18:06

Jacques Delors: «n'ayez pas peur, nous y arriverons !»

Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, a délivré un message critique à l'égard des politiques conservatrices en Europe et dressé les perspectives pour redonner espoir en ce projet européen.

Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne et artisan de la construction européenne a rappelé les 3 adversaires de l'Europe :

- le marasme économique et social ;
- la perception d'une Europe punitive éloignée des européens et
- le populisme qui se nourrit de la mondialisation et des conséquences des plans d'assainissements économiques et financiers.

Il a appelé les progressistes européens à réagir avec force et promptitude pour faire vivre l'idéal européen en soutenant une véritable relance de l'Europe via le budget européen; la mise en place d'une union monétaire certes mais avant tout une coopération économique, sans oublier les 28 états membres.

Il a insisté sur une coopération renforcée pour l'Union économique et monétaire mais aussi sur l'indispensable partenariat de la Commission avec le développement des régions.

Rappelant que relancer la grande Europe était un objectif essentiel, il a assuré que son avenir était bien devant elle, et a conclu :

«N'ayez pas peur, nous y arriverons !»

LE JDD

leJDD

La leçon européenne de Delors

Avant leur convention consacrée dimanche à l'Europe, les leaders progressistes ont écouté samedi l'ex-président de la Commission délivrer un message sans concession.

La star, c'est lui, le seul qui déclenche une standing ovation, celui vers lequel tous se précipitent pour se faire prendre en photo. Jacques Delors a illuminé le Forum des progressistes européens, organisé samedi par le PS à la Mutualité. Arrivé juste avant 13 heures, appuyé sur sa canne, il avait déjà animé le déjeuner avec Jean-Marc Ayrault, Harlem Désir, Martin Schulz, président du Parlement européen, et les leaders socialistes notamment grecs, espagnols, portugais, italiens.

Sa parole est rare, ses conseils précieux. Et c'est donc avec une très grande attention que la salle a écouté l'ancien président de la Commission donner en vingt-cinq minutes sa leçon européenne. De longs applaudissements rythment son avancée, à pas légèrement hésitants, vers le pupitre. Jacques Delors pose sagement son discours, commence à lire ses notes. Moins d'un an avant les élections européennes, le sage met en garde contre "des adversaires qui ne sont pas dans le débat démocratique" : "le marasme économique et social", "l'image d'une Europe punitive, extérieure aux peuples, on a l'impression que chaque délégation a dû aller voir un professeur vilain, sourcilleux, méchant par moments qui lui dicte ce qu'il faut faire" et "le populisme qui se nourrit de la mondialisation devenue croquemitaine".

À 87 ans, la clarté de son langage frappe. La lucidité de son diagnostic aussi. "Je viens vous exposer trois pistes de réflexion et d'action qui me paraissent vitales : mettre l'Europe à la relance, reconstruire l'Europe économique et budgétaire et ne pas oublier l'Europe des 28." Jacques Delors est en colère : "Quand les gouvernements font des bêtises, les peuples paient les pots cassés." Il fustige "les failles de la troïka ; en français, on dit les couacs". Hostile aux plans d'austérité qui mènent à la récession, le sage assène : "La rigueur est en action ; la relance, je ne la vois pas venir."

"Je suis content quand je peux être utile"

Lui qui a dirigé la Commission européenne pendant dix ans s'emporte : "Quand je lis certains documents de Bruxelles, j'ai l'impression que si le salarié est plus mobile, s'il accepte de baisser son salaire, alors le système est sauvé. Ce n'est pas possible. Les gouvernements devraient rejeter de tels documents." Au fur et à mesure, Jacques Delors sort de son texte, fait des blagues, joue avec la salle, ses yeux deviennent malicieux et il s'amuse de ses provocations. "Le dialogue social maintenant, permettez à un catholique cette expression qui ne vous plaira pas, c'est la messe sans la foi. Il faut retrouver la motivation nécessaire, on ne fait pas des réunions pour rien." Ou "soyez les émissaires de la coopération renforcée ; comme la moitié de vos dirigeants ne savent pas ce que c'est, expliquez-leur!". Et pour motiver la salle et faire réagir les leaders progressistes présents, Delors lance : "Qu'est-ce que ça vous fait quand vous voyez chaque dirigeant européen aller voir Poutine pour lui demander un peu plus de gaz? Ça ne vous fait rien? Vous n'avez pas envie de tout casser?"

Lui qui a vu dans l'ouverture de l'Europe à l'Est après la chute du mur de Berlin l'un des plus beaux gestes lance ce cri du cœur : "Nous sommes 28, pas simplement 17." S'amusant à paraphraser Jean-Paul II, Jacques Delors conclut d'un "n'ayez pas peur. Nous y arriverons". Il sourit alors à la salle qui l'applaudit debout. "Je suis content quand je peux être utile. C'était une belle journée. C'était important pour Martin Schulz, c'était important d'entendre le PS à l'unisson, et pas dans la dénonciation mais dans la proposition", confie Jacques Delors au *JDD*, avant de prendre son taxi. Ajoutant : "Je veux être un architecte." Il a laissé les leaders européens aller seuls ensuite boire un verre avec François Hollande, à l'Élysée.

Cécile Amar - Le Journal du Dimanche
dimanche 16 juin 2013



Les progressistes européens pour une alternative à l'austérité des conservateurs

15 juin 2013 à 19:43



Antonio José Seguro, le secrétaire général du PS portugais, le 3 avril 2013 à Lisbonne (Photo Francisco Leong. AFP)

- A
- +
-
-
-
-
-
-
-

Tweeter
Envoyer

- Abonnez-vous à partir de 1€
Par AFP

Plusieurs personnalités social-démocrates et socialistes européennes ont sonné la mobilisation samedi à Paris, autour de Harlem Désir, pour «rompre avec les politiques d'austérité» des «conservateurs» qui ne font à leurs yeux qu'épuiser les peuples, et prôné la relance, à quelques jours du prochain sommet de l'UE.

Ce «Forum des progressistes européens» se voulait aussi l'occasion pour ces responsables de se concerter en vue des élections au Parlement de Strasbourg, en mai 2014, et de dégager les grands axes de leur campagne.

«Il faut mettre un terme à la politique d'austérité qui n'a rien réglé. Aucun pays au monde n'a pu réduire ses dettes en s'appauvrissant», a lancé Antonio José Seguro, le secrétaire général du PS portugais, en soulignant, avec des représentants italien, espagnol, grec, les «grands sacrifices» déployés par les pays pour réduire les déficits publics sans que la situation, ont-ils accusé, ne s'améliore pour autant.

La réunion de Paris est «un sommet de l'alternative face à l'échec des politiques qui ont été conduites ces dernières années sous l'égide des gouvernements conservateurs et de la majorité de droite au sein de la Commission européenne, et qui ont été incapables d'apporter une réponse à la crise», a accusé le premier secrétaire du PS français, Harlem Désir.

«Nous considérons, a-t-il ajouté, que la façon dont est abordée la question des déficits aujourd'hui par la Commission est un échec flagrant. Nous demandons donc qu'il y ait une nouvelle doctrine».

Harlem Désir a préconisé en particulier, au nom de ses collègues européens, la création d'un «Fonds de rédemption» qui «permettrait de faire en sorte que les Etats empruntent à des taux d'intérêt le plus bas possible pour notamment cette partie de leur dette qui est au-delà de 60%» du PIB.

«Les déficits, il faut les réduire. Mais toute l'intelligence politique, et c'est là le choix des socialistes, des sociaux-démocrates et des progressistes, c'est de bien doser les choses. Faire reculer à la fois la dette et les déficits, ça serait absurde de ne pas regarder les choses en face, et en même temps tout faire pour l'investissement et la croissance», a commenté pour sa part devant la presse le Premier ministre français, Jean-Marc Ayrault, convié au Forum à un déjeuner en présence notamment de l'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors.

«Si l'Europe n'est pas capable de (...) prendre des mesures concrètes pour montrer le chemin de la croissance et de l'emploi, nous échouerons», a averti ce dernier devant la presse.

Pour lui, «il faut mettre en oeuvre» le plan de relance européen de 120 milliards d'euros convenu en juin 2012, ainsi que la récente initiative franco-allemande sur la jeunesse. Quant au projet de budget européen pour les années à venir, le premier en baisse dans l'histoire de la construction européenne, «je compte sur le parlement pour lui redonner une autre allure», a-t-il ajouté.

Très applaudi, Jacques Delors a lancé quelques flèches contre la Commission européenne présidée par José Manuel Barroso et contre les «idées néo-libérales».

«Quand je lis certains documents de Bruxelles, j'ai l'impression que si le salarié est plus mobile, s'il accepte d'avoir moins de salaire et s'il accepte qu'il y ait moins de conditions pour le chômage, le système est sauvé. Ce n'est pas possible d'accepter de tels discours. Les gouvernements devraient rejeter de tels documents», a-t-il lancé, devant une assistance ravie.

Etaient présents également à ce Forum, organisé par la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation européenne d'Etudes Progressistes (Feps) Alfredo Perez Rubalcaba, secrétaire général du PSOE (Espagne), Evangelos Venizelos (Pasok, Grèce), Guglielmo Epifani, secrétaire national du Parti démocrate (Italie), et Martin Schultz, le président du Parlement européen, généralement considéré comme leur probable candidat pour la prochaine présidence de la Commission de Bruxelles.

Ce Forum sera suivi dimanche d'une Convention du PS sur l'Europe.

LE MONDE

Le Monde

Le difficile compromis du PS sur les élections européennes

LE MONDE | 17.06.2013 à 13h02 • Mis à jour le 17.06.2013 à 14h22 |Par Bastien Bonnefous

[Réagir](#) [Classer](#) [Imprimer](#) [Envoyer](#)

Partager [facebook](#) [twitter](#) [google](#) + [linkedin](#)



Le PS a rédigé sa feuille de route pour François Hollande avant le conseil européen de Bruxelles des 27 et 28 juin. Réunis en convention à Paris dimanche 16 juin, les socialistes ont adopté un document de synthèse appelant à "*la confrontation avec les droites européennes*", fruit d'un difficile compromis avec l'aile gauche du parti.

Ce texte, qui doit servir de plateforme programmatique lors des élections européennes de mai 2014, propose notamment la "*révision*" du pacte de stabilité, l'augmentation du budget européen et fait état de la "*réserve*" du PS sur le traité économique transatlantique entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

"Le rassemblement des socialistes aujourd'hui, c'est le premier pas de la campagne des européennes", a déclaré dans son discours de clôture le premier secrétaire du PS, Harlem Désir, qui a annoncé qu'il sera "*évidemment*" candidat en 2014.

A lire aussi : [**Les socialistes finissent par s'entendre sur l'Europe**](#)

Reste qu'à moins d'un an du scrutin, la mobilisation socialiste est toujours en demi-teinte. Trois ministres seulement – Laurent Fabius, Guillaume Garot et Thierry Repentin – ont fait le déplacement à la convention, et si le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, est lui aussi venu, il n'est même pas resté une heure et n'a pas pris la parole.

Alors que Jean-Christophe Cambadélis, vice-président du Parti socialiste européen, a appelé à la "*grande controverse en Europe*" et que le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, s'en est pris à l'"*ordo-libéralisme allemand*", le nom de la chancelière Angela Merkel, jusqu'ici ciblée par les socialistes français, a été très peu cité, les dirigeants du PS préférant critiquer le premier ministre britannique, David Cameron, et le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

"LA RIGUEUR EST EN ACTION"

La veille, samedi 15 juin, un "forum des progressistes européens" avait réuni dans la même salle de la Mutualité plusieurs leaders sociaux-démocrates européens ainsi que le président du Parlement européen, Martin Schulz, et l'ancien président de la Commission, Jacques Delors.

Et c'est finalement M. Delors, 87 ans, qui avait fait la leçon à ses camarades aujourd'hui aux manettes. *"Vous n'avez pas envie de tout casser?"*, leur avait-il lancé, estimant qu'en Europe, *"la rigueur est en action, mais la relance, je ne la vois pas venir"*.

LE FIGARO

LE FIGARO

Les socialistes lancent la campagne des européennes

Invité à parler devant le Forum des progressistes européens, réunis samedi à la Mutualité à Paris, Jacques Delors a appelé l'UE à accélérer la mise en œuvre du plan de relance négocié il y a un an par François Hollande.

Mieux vaut prévenir que guérir. Plusieurs responsables socialistes européens étaient réunis samedi à La Mutualité, à Paris, pour lancer la campagne des prochaines élections européennes, alors que les peuples adhèrent de moins en moins à l'idée européenne, dans un contexte de crise qui n'en finit pas. En France, le scrutin du 25 mai 2014 s'annonce extrêmement délicat pour le PS, selon les premiers sondages.

Le premier secrétaire du PS, Harlem Désir (qui sera tête de liste en Ile-de-France) avait notamment réuni Antonio José Seguro, le secrétaire général du PS portugais, Alfredo Perez Rubalcaba, secrétaire général du PSOE (Espagne), Evangelos Venizelos (Pasok, Grèce) et Guglielmo Epifani, secrétaire national du Parti démocrate (Italie).

L'ancien président de la commission européenne, le socialiste Jacques Delors, était l'invité vedette du Forum. «Les socialistes abordent la dernière ligne droite avant les européennes, serons-nous prêts?», a-t-il interrogé en désignant trois «adversaires dangereux», qui menacent de compliquer encore la prochaine échéance électorale: le «marasme économique et social» avec ses «conséquences tragiques pour des millions d'Européens» ; «l'image d'une Europe punitive, extérieure aux peuples» ; le «populisme qui se nourrit de la mondialisation». «La confiance n'est pas là», s'est inquiété Delors en appelant à «réagir avec force», à quelques jours du prochain sommet européen.

Redonner du «sens» au dialogue social en Europe

L'ex-président de la commission a surtout insisté sur «le décalage» entre une «rigueur en action» et une «relance qui ne vient pas». «Les 120 milliards du plan de relance demandé par **François Hollande**, où en sont-ils? Qui s'en occupe?», a-t-il interrogé. L'Union économique et monétaire ne fonctionnera pas si après les effets d'annonces, il faut attendre des mois pour avoir des effets.» Delors a plaidé pour une harmonisation fiscale et «un début d'harmonisation sociale». Il a appelé à redonner du «sens» au dialogue social en Europe. «Il ne faut pas oublier de tracer le chemin de l'espoir,» a-t-il résumé, en rappelant les missions historiques de l'Europe. «N'ayez pas peur! Nous y arriverons!», a-t-il conclu en paraphrasant le pape Jean-Paul II, avant de recevoir une standing ovation de la salle.

Plus tôt dans la journée, le premier ministre **Jean-Marc Ayrault** était venu déjeuner à la Mutualité avec les responsables socialistes européens et le premier secrétaire Harlem Désir. Le chef du gouvernement a indiqué qu'il fallait trouver un juste équilibre entre la nécessaire réduction des déficits et les investissements et la croissance. «Il faut préparer ce rendez-vous de 2014», a-t-il prévenu. Les socialistes ont quelque chose à proposer pour réorienter l'Europe, pour la rendre plus forte. Il faut défendre une Europe plus sociale et solidaire, redonner confiance dans le rêve européen, ne jamais baisser les bras». En évoquant la «souffrance» des peuples, il a appelé, comme Delors, à accélérer les réponses concrètes. «S'il n'y a rien de concret, les peuples diront que c'est de la faute de l'Europe. L'élection de François Hollande a permis de faire de nombreux pas, nous voulons en faire davantage.»

«Renaissance de l'Europe»

Lui aussi, le premier secrétaire du PS a appelé à une «renaissance de l'Europe» basée sur la croissance et l'emploi. Harlem Désir a dénoncé l'«échec» des politiques d'austérité des «gouvernements conservateurs» et de la Commission européenne, «incapables d'apporter une réponse à la crise». Il a critiqué la façon dont est abordée la question des déficits par la Commission européenne: selon lui, un «échec flagrant». «Nous demandons donc qu'il y ait une nouvelle doctrine, a-t-il lancé devant des journalistes. La réalité, c'est qu'aujourd'hui, plusieurs pays, qui ont été soumis à des plans draconiens de réduction des dépenses publiques, ont d'ores et déjà totalement réduit leurs déficits structurels. Il est absurde de s'en tenir à une approche qui ne tient compte que des déficits nominaux», a-t-il relevé.

Dimanche, le PS poursuivra en débattant de l'Europe, lors d'une convention du parti consacré à un sujet qui a toujours divisé les socialistes.

LA CROIX

la Croix

Au «Forum des progressistes», la nostalgie de l'Europe de Delors

À la veille d'une Convention du PS sur l'Europe, un forum a regroupé samedi 15 juin à Paris les représentants des principaux partis socialistes et sociaux-démocrates européens.

16/6/13 - Mis à jour le 16/6/13 - 18 H 00

Share on facebook

[Share on twitter](#)

[Share on print](#)



ERIC PIERMONT / AFP

AVEC CET ARTICLE

[Le PS tente de masquer ses divisions sur l'Europe](#)

Moins d'un an avant les élections au Parlement européen, les socialistes et sociaux-démocrates de l'Union européenne se sont réunis pour lancer la campagne de leur famille politique, revenant longuement sur la crise de confiance au projet européen, qui « pourrait emmener à des résultats problématiques aux élections européennes pour le groupe socialiste ».

Ovationné par l'assistance, **Jacques Delors, invité en tant que « grand témoin »**, a été la voix la plus écoutée du forum. L'ancien président de la Commission européenne y a prôné un retour à la « grande Europe », pour notamment faire face à la montée des populismes au sein de l'Union. Un discours qui intervient au moment même où, selon les études d'opinion, les populations des États membres sont de plus en plus nombreuses à ne plus se reconnaître dans l'idée européenne.

Pour Jacques Delors, il faut en finir avec « l'Europe punitive, celle qui fait penser à un enseignant méchant » et se prémunir contre « ce populisme qui se nourrit de la mondialisation mais aussi des conséquences des plans d'assainissement économiques ». Face à la presse, Jacques Delors a appelé à appliquer le plan européen de relance de 120 milliards d'euros de juin 2012, de même que le plan franco-allemand sur le chômage des jeunes.

UNE COOPÉRATION RENFORCÉE

L'homme qui fut à la tête de la Commission européenne jusqu'en 1994 a proposé une coopération renforcée pour l'Union économique et monétaire, où « chacun prend en compte le bien commun, et pas seulement la troïka (Commission, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international, NDLR.) et le tandem franco-allemand ».

La réforme de l'UE devra être « structurelle », a-t-il ajouté, car les problèmes rencontrés ne sont pas juste liés à la conjoncture de la crise, rappelant l'accélération de l'écart entre le nord et le sud de l'Europe. Il a appelé à une reconstruction de l'union monétaire, fondée sur la solidarité et **une harmonisation fiscale au niveau européen**.

Avec son appel à un retour à la "grande Europe", l'ancien dirigeant socialiste âgé de 88 ans demande à l'Union à ne pas reculer sur les droits de l'homme. « Il faut redonner à l'Europe une vision conforme à son histoire. Qu'est-ce que cela vous fait lorsque des gouvernements européens vont voir Vladimir Poutine pour lui demander des réductions sur le gaz ? Cela ne vous donne-t-il pas envie de tout casser ? ». Et de souligner « la responsabilité démocratique de l'Union », au sein de laquelle, en interne, le dialogue social doit « retrouver un sens », « parce qu'il est devenu une messe sans foi »

CONTRE L'EUROSCEPTICISME ET LE POPULISME, « L'EUROPE DE DELORS »

Participant également au forum, Catherine Trautmann, députée européenne, le secrétaire national du Parti Démocrate italien, Gugliemo Epifani, le secrétaire général du Parti socialiste portugais, Antonio José Séguro, le président du Pasok grec, Evangelos Venizélos, et la députée travailliste britannique, Emma Reynolds, sont revenus, pour la plupart, sur les thèmes du discours de Jacques Delors : la transparence financière, la crise de la démocratie, le chômage endémique des jeunes.

Pour Bruno Többek, président du parti socialiste flamand, SPA : « L'Europe ne possède qu'une chose, c'est la qualité de sa société. Il ne faut pas perdre cela. L'Europe de Delors était une Europe d'harmonisation vers le haut. Aujourd'hui, nous avons une Europe d'harmonisation vers le bas ».

Comme les autres intervenants, le président du Parlement européen, Martin Schulz, **probable future candidat pour la présidence de la Commission européenne**, est **revenu sur la montée de l'euroscepticisme** : « L'idée européenne est menacée parce que les citoyens s'épuisent. Mais un mécontent n'est pas forcément un europhobe. »

L'enjeu pour les partis de gauche européens sera de reconquérir l'électorat de ces « mécontents » d'ici au scrutin de mai 2014.

LOU GARÇON

LE TELEGRAMME

Le Télégramme

Point de vue. La croisade de Jacques Delors

17 juin 2013 - [Réagir à cet article](#)

Discret depuis son retrait de la vie politique, Jacques Delors s'est fendu d'un coup d'éclat, samedi, à l'occasion du forum des progressistes européens, dénonçant ces dirigeants européens qui « vont négocier chacun pour soi chez Poutine ».

Il est rare que Jacques Delors sorte de son silence. À 87 ans, l'ancien président de la Commission Européenne ne veut gêner ni sa fille, Martine Aubry, maire de Lille, qui figure, avec Manuel Valls, Alain Juppé, Christine Lagarde et François Fillon, dans le peloton de tête des personnalités politiques estimées des Français (selon un sondage Ipsos - Le Point), ni François Hollande qui fut, avec le Club « Témoins » et les « Rencontres de Lorient », son disciple zélé. Mais samedi, à la Mutualité, où se tenait le Forum des progressistes européens - prélude, pour le PS, à sa campagne pour les Européennes de 2014 -, l'homme qui renonça à porter les espoirs du PS à la présidentielle de 1995 a éclaté. « Où sont les 120 milliards d'euros du plan de relance européen ? Qu'est-ce que c'est que cette Europe dont les dirigeants vont négocier chacun pour soi chez Poutine ? »

Petits génies

Delors retrouve son humeur de ministre de l'économie de Pierre Mauroy, pestant contre les « petits génies du PS » qui faisaient le siège de François Mitterrand pour sortir de la zone monétaire européenne. C'était en 1983. Trente ans après, alors que populistes de gauche et de droite mettent en accusation Bruxelles et Berlin, et réclament la sortie de l'euro, il enrage de voir de nouveaux « petits génies » comploter. Or, ceux-ci ne se trouvent pas seulement à « Maintenant la gauche » - le courant d'Emmanuel Maurel et de Marie-Noëlle Lienemann - mais au gouvernement : Cécile Duflot, Arnaud Montebourg et surtout Benoît Hamon, dont le courant « Un monde d'avance » conteste ouvertement la ligne du président de la République, et ne se résout que du bout des lèvres, à une simple « révision » du pacte de stabilité budgétaire.

Ovation dans la cathédrale

Pour Delors, les socialistes français devraient faire front commun pour imposer une harmonisation fiscale et sociale et la mise en oeuvre d'un plan de relance avec le social-démocrate allemand Martin Schulz, président du parlement européen. C'est si grave à ses yeux qu'il a entamé, dès le 23 mai, à Lille, par une conférence ovationnée en la cathédrale de la Treille (où 3.000 personnes assistaient, jeudi, aux obsèques de Pierre Mauroy), une véritable croisade, poursuivie par une interview à la télévision portugaise, sur le thème « Aux Etats, la rigueur, à l'Europe, la relance ». Sera-t-il entendu ? Une chose paraît sûre en tout cas : le PS, déjà en dernière

position (selon le site Huffington Post) avec 15 % d'intentions de vote aux européennes derrière l'UMP (19 %), ne gagnera rien à courir derrière le FN (18 %). Voilà pourquoi, de sa voix tremblante d'émotion, Delors lance aux chers amis qui l'ont tant déçu, l'appel de Jean-Paul II, naguère, aux Polonais « N'ayez pas peur ! ».

MEDIAPART



MEDIAPART

Jacques Delors, l'arroseur arrosé

16 JUIN 2013 Par [VINGTRAS](#)

Plusieurs déclarations de l'ancien Président de la Commission européenne*, tant à la télévision portugaise qu'à la Convention Europe du Parti socialiste, montrent à quel point le "maître à penser" de François Hollande s'est fourvoyé.

"N'ayez pas peur, nous y arriverons !" a-t-il déclaré devant les socialistes après avoir délivré un message critique à l'égard des politiques conservatrices et punitives qui prévalent aujourd'hui.

Mais face au marasme économique et social croissant du vieux Continent sous la férule libérale, cet homme politique issu de la démocratie chrétienne, syndicaliste CFTC et ancien ministre de l'économie et des finances de François Mitterrand responsable du tournant de la rigueur en 1983, en est réduit à la méthode Coué et à l'exhortation.

En effet, que valent ces belles paroles adressées aux partenaires européens leur demandant de réagir avec force et promptitude pour faire vivre l'idéal du drapeau bleu aux étoiles d'or si la communauté n'a aucun véritable budget de croissance ?

Relancer le grand chantier n'est autre qu'un voeu pieux.

Dès lors, ce natif de la Corrèze peut observer les décombres du monstre qu'il a contribué à créer et qui s'est peu à peu englué dans une bureaucratie kafkaïenne.

A quand la métamorphose ?

* de 1985 à 1995

NB/ il y a 73 ans, le 16 juin 1940, suite à la démission de Paul Reynaud, le Président Albert Lebrun chargeait le Maréchal Philippe Pétain de former le nouveau gouvernement de la République. Il introduisait ainsi le loup dans la bergerie...

France INFO



Les "je n'aime pas" en Europe de Jacques Delors

LE DIMANCHE 16 JUIN 2013 À 08:42

Les "je n'aime pas" en Europe de Jacques Delors

L'ancien président socialiste de la commission européenne, Jacques Delors, était l'invité d'honneur samedi du Forum des progressistes européens qui se tenait à Paris. L'occasion de critiquer le manque de solidarité entre les pays européens et l'attitude de Bruxelles face aux chefs d'Etat, "un professeur méchant, dur, qui va le sermonner". Jacques Delors, 87 ans qui fut l'un des pionniers de l'Union, attend des Etats-membres qu'ils retrouvent le chemin de La grande Europe. bob S Jacques Delors avec Nasser Madji



LE JOURNAL DU JURA

Les progressistes européens dénoncent les politiques d'austérité

Plusieurs personnalités social-démocrates et socialistes européennes ont sonné la mobilisation à Paris pour "rompre avec les politiques

d'austérité" des "conservateurs" qui ne font à leurs yeux qu'épuiser les peuples. Elles ont prôné la relance à quelques jours du prochain sommet de l'UE.

(ats) Ce "Forum des progressistes européens" se voulait aussi l'occasion pour ces responsables de se concerter en vue des élections au Parlement de Strasbourg, en 2014, et de dégager les grands axes de leur campagne.

"Il faut mettre un terme à la politique d'austérité qui n'a rien réglé. Aucun pays au monde n'a pu réduire ses dettes en s'appauvrissant", a lancé Antonio José Seguro, secrétaire général du Parti socialiste portugais. M. Seguro a souligné, avec des représentants italien, espagnol, grec, les "grands sacrifices" déployés par les pays pour réduire les déficits publics sans que la situation, ont-ils affirmé, s'améliore pour autant.

La réunion de Paris est "un sommet de l'alternative face à l'échec des politiques qui ont été conduites ces dernières années sous l'égide des gouvernements conservateurs et de la majorité de droite au sein de la Commission européenne, et qui ont été incapables d'apporter une réponse à la crise", a déclaré le Premier secrétaire du PS français, Harlem Désir.

"Nous considérons, a-t-il ajouté, que la façon dont est abordée la question des déficits aujourd'hui par la Commission est un échec flagrant. Nous demandons donc qu'il y ait une nouvelle doctrine".

Jacques Delors très applaudi

Très applaudi, Jacques Delors a décoché quelques flèches contre la Commission européenne présidée par José Manuel Barroso et contre les "idées néo-libérales".

"Quand je lis certains documents de Bruxelles, j'ai l'impression que si le salarié est plus mobile", s'il accepte d'être moins payé, entre autres, "le système est sauvé", "Ce n'est pas possible d'accepter de tels discours. Les gouvernements devraient rejeter de tels documents", a-t-il lancé, devant une assistance ravie.

Etait également présent le président du Parlement européen Martin Schulz, généralement considéré comme leur probable candidat pour la prochaine présidence de la Commission de Bruxelles.

- [Connectez-vous](#) ou [inscrivez-vous](#) pour publier un commentaire

MEDIAPART



MEDIAPART

Séisme à Villeneuve-sur-Lot ?

17 JUIN 2013 Par HUBERT HUERTAS

La déconfiture du Parti socialiste est évidente à Villeneuve sur Lot où l'on votait pour élire le successeur de Jérôme Cahuzac à l'Assemblée. Mais autre chose se dessine, de plus lourd, et qui sort du schéma classique de l'alternance droite gauche. Si dimanche prochain les électeurs du Lot votent comme l'ont fait au second tour les électeurs de l'Oise, il y a trois mois, nous entrerons dans une autre dimension. La dimension Front National.

Bien-sûr il y a l'effet Cahuzac lisible dans certains scores extravagants, comme ces 3,28% pour un « Parti d'en rire » en référence à Pierre Dac et Francis Blanche. Et François Hollande pouvait toujours dire, hier soir, que ce résultat est « une séquelle », l'explication est courte. C'est la huitième législative que le PS perd en huit élections. L'échec est donc national.

Il atteint toute le gauche. L'affaire Cahuzac n'a provoqué aucun transfert de voix à l'intérieur de la majorité. Le Front de gauche et les écologistes plafonnent à des niveaux très bas...

Jean-François Copé pouvait parler à juste titre de « Nouveau désaveu cinglant » pour François Hollande, le problème c'est que ni l'effet Cahuzac, ni le rejet de la majorité n'ont gonflé les voiles de l'opposition classique. Jean-Louis Coste, le candidat UMP, a gagné moins de deux points depuis un an, à peine un souffle malgré le climat national et la tempête locale.

Le gagnant du premier tour, incontestablement, c'est Etienne Bousquet-Cassagne, le candidat du Front National qui fait bondir le résultat de son Parti de 15,7% à plus de 26%, soit une hausse de 75%...

Et ce n'est peut-être pas fini. Le PS en a appelé au Front Républicain, c'est-à-dire à voter pour l'UMP. Il l'avait fait dans l'Oise, en mars dernier, mais le candidat Front National avait gagné 22 points entre les deux tours.

Ou bien c'était une particularité locale, ou bien c'était le symptôme d'un phénomène plus ample, et dans ce cas on le retrouvera dimanche prochain, comme l'espère Marine le Pen qui parlait de « vote historique ».

La montée d'un parti protestataire et nationaliste deviendrait alors irrésistible, comme un peu partout en Europe à des degrés divers. Jacques Delors mettait le PS en garde samedi, contre « des adversaires qui ne sont pas dans le débat démocratique », et il citait « le marasme économique et social », ainsi que « l'image d'une Europe punitive, extérieure aux peuples, un professeur vilain, sourcilleux, méchant par moment, qui dicte ce qu'il faut faire ».

Il est clair que le Front National capitalise sur ce sentiment là, plus que tous les autres, et qu'en ce sens l'élection du Lot nous renvoie à une autre époque. Bruxelles et Berlin, accrochés à leur austérité, font furieusement penser à la France du Traité de Versailles, en 1920, agrippée à des sanctions qui humiliaient alors l'Allemagne et les vaincus de 14-18...

On connaît hélas la suite...

France-Culture : 7h36 ; France Musique : 8h07 ; Twitter : @huberthuertas

LE JOURNAL DE SOANE ET LOIR



Les socialistes divisés

Les plaies du référendum de 2005 restent vives à gauche et ce week-end ne risque pas de les calmer.

Qui a dit que le Parti socialiste s'était apaisé sur l'Europe ? François Hollande peut se faire du souci : la querelle, qui avait amené le parti au bord de l'implosion lors du référendum de 2005, est plus vive que jamais. Deux rendez-vous organisés ce week-end l'ont relancée : aujourd'hui un Forum des progressistes, avec les leaders de la gauche européenne ; demain une convention sur l'Europe, qui doit entériner un texte fixant la doctrine socialiste.

Cette convention a dérapé dès avril, quand l'aile gauche du PS avait glissé dans le texte des attaques contre « la chancelière de l'austérité », Angela Merkel. Elle s'est depuis abîmée dans des accusations de « manipulation », qui recouvrent un désaccord de fond sur la politique économique de l'Europe - et donc de la France. « On n'a pas digéré complètement le référendum », regrette Gérard Fuchs, de la Fondation Jean-Jaurès, soulignant que « certains oublient qu'on ne fait pas l'Europe tout seul ».

C'est pour en faire la démonstration qu'est réuni aujourd'hui à Paris ce Forum des progressistes : une députée du Labour britannique, le patron des socialistes espagnols, et surtout Jacques Delors, plairont le réalisme européen. Le Forum est également l'occasion de présenter le futur candidat des gauches européennes à la présidence de la Commission, après les élections de mai 2014 : l'Allemand Martin Schulz, actuel président du parlement européen. Au terme d'une campagne droite-gauche, « il faut remplacer le libéral mou Barroso par le social-démocrate dur Schulz », résume Gérard Fuchs.

Et François Hollande ? Il s'évertue, comme toujours, à réaliser la synthèse. Il travaille avec la conservatrice Merkel, par nécessité. Il brocarde la Commission, par réflexe nationaliste. Il pousse le PS dans une campagne droite-gauche, par souci identitaire.

TV5MONDE

actualites : Les [progressistes européens](#) pour une alternative à l ...
TV5-15 juin 2013

Très applaudi, Jacques Delors a lancé quelques flèches contre la ... Ce "Forum des progressistes européens" se voulait aussi l'occasion pour ...



POLITIQUE - LE WEEK-END DU PS SERA CONSACRÉ AUX SUJETS EUROPÉENS LES SOCIALISTES RESTENT DIVISÉS SUR L'EUROPE

TAGS :

Qui a dit que le Parti socialiste s'était apaisé sur l'Europe ? François Hollande peut se faire du souci : la querelle, qui avait amené le parti au bord de l'implosion lors du référendum de 2005, est plus vive que jamais. Deux rendez-vous organisés ce week-end l'ont relancée : aujourd'hui un Forum des progressistes, avec les leaders de la gauche européenne ; demain une convention sur l'Europe, qui doit entériner un texte fixant la doctrine socialiste.

Cette convention a dérapé dès avril, quand l'aile gauche du PS avait glissé dans le texte des attaques contre « la chancelière de l'austérité », Angela Merkel. Elle s'est depuis abîmée dans des accusations de « manipulation », qui recouvrent un désaccord de fond sur la politique économique de l'Europe – et donc de la France. « On n'a pas digéré complètement le référendum », regrette Gérard Fuchs, de la Fondation Jean-Jaurès, soulignant que « certains oublient qu'on ne fait pas l'Europe tout seul ».

C'est pour en faire la démonstration qu'est réuni aujourd'hui à Paris ce Forum des progressistes : une députée du Labour britannique, le patron des socialistes espagnols, et surtout Jacques Delors, plaideront le réalisme européen. Le Forum est également l'occasion de présenter le futur candidat des gauches européennes à la présidence de la Commission, après les élections de mai 2014 : l'Allemand Martin Schulz, actuel président du parlement européen. Au terme d'une campagne droite-gauche, « il faut remplacer le libéral mou Barroso par le social-démocrate dur Schulz », résume Gérard Fuchs.

Le slalom de Hollande

Et François Hollande ? Il s'évertue, comme toujours, à réaliser la synthèse. Il travaille avec la conservatrice Merkel, par nécessité. Il brocarde la Commission, par réflexe nationaliste. Il pousse le PS dans une campagne droite-gauche, par souci identitaire. Et il vante l'œuvre de Gerhard Schröder, pour fixer une ligne sociale-démocrate... Périlleux exercice mais, toujours traumatisé par le souvenir de 2005, a-t-il vraiment le choix ?

Francis BROCHET

LA CROIX

la Croix

Le PS tente de masquer ses divisions sur l'Europe

Le Parti socialiste réunit samedi 15 et dimanche 16 juin un « forum des progressistes européens » et une convention sur l'Europe.

15/6/13

Souvent divisés sur la question européenne, les socialistes veulent se montrer unis derrière François Hollande.

Refusant « le cap de l'austérité », le PCF et le Front de gauche organisent de leur côté des « assises citoyennes ».

AVEC CET ARTICLE

Au conseil national du PS, les « conservateurs » européens montrés du doigt

Toutes les gauches au chevet de l'Europe... Mais chacune dans son coin. À moins d'un an des élections européennes du 25 mai 2014, le Parti socialiste organise samedi 15 juin, à la Maison de la Mutualité à Paris, un « forum des socialistes européens ». Un rassemblement international suivi d'une convention nationale intitulée « Notre Europe », dimanche 16 juin, dans la même salle parisienne.

Dimanche aussi, à quelques kilomètres de là, à Montreuil (Seine-Saint-Denis), les dirigeants du Parti communiste et du Parti de gauche tiennent des « assises citoyennes » avec de nombreux responsables associatifs et syndicaux, rejoints par la direction d'Europe Écologie-Les Verts et une partie de l'aile gauche du PS.

LE « PREMIER ACTE » AVANT LES EUROPÉENNES DE 2014

Les dirigeants de dix pays membres de l'Union européenne, dont les patrons des partis socialistes espagnol, portugais et grec, ont répondu présents au forum. De même que l'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors et le président du Parlement européen Martin Schulz. Le social-démocrate allemand devrait d'ailleurs être le candidat des socialistes et sociaux-démocrates européens pour la présidence de la Commission européenne, issue du scrutin de 2014.

Le rassemblement « des forces progressistes d'Europe sur un programme commun contre l'austérité et pour la croissance » est le « premier acte de notre future campagne européenne », a expliqué le premier secrétaire du PS Harlem Désir, qui est député européen depuis 1999 et entend mener à nouveau la bataille comme tête de liste en Île-de-France.

LE PS CRAINT D'ÊTRE DERRIÈRE LE FN

Plus que les élections municipales de mars 2014, le PS craint l'échéance des Européennes du 25 mai suivant. Selon un sondage de l'institut britannique YouGov pour l'édition française du site Huffington Post et iTélé, le Front national effectuerait une percée, avec 18 % des intentions de vote, juste derrière l'UMP (19 %), le PS n'obtenant que 15 %.

Si ce scénario se confirmait, ce serait un échec qui suivrait un autre revers pour le PS : lors du scrutin de 2009, les listes socialistes (16,48 %) avaient été talonnées par celles des Verts (16,28 %), obtenant comme elles 14 députés au Parlement européen.

TRAUMATISME DU RÉFÉRENDUM DE 2005

La crainte d'une contre-performance, sur fond de politiques d'austérité et de montée des populismes en Europe, a conduit le PS à organiser ce forum de mobilisation et une convention pour fixer sa ligne politique. C'était oublier que la question européenne divise de façon récurrente les socialistes. Surtout depuis le traumatisme du [référendum sur la constitution européenne en 2005.](#)

La fracture d'alors entre partisans du « oui » et du « non » a laissé des traces durables. Les socialistes ont ainsi renoué avec leurs divisions ces dernières semaines. L'élaboration d'une position commune en vue des élections européennes a alimenté durant deux mois les controverses et désaccords.

« BATAILLE DES CHIFFRES »

En avril, les premières ébauches du texte « Notre Europe », qui plaide pour [une « réorientation » de l'Europe](#), ont embarrassé l'exécutif et pollué les relations franco-allemandes car la chancelière [Angela Merkel](#) y était qualifiée de « chancelière de l'austérité ». La phrase a finalement été gommée.

Puis, ce sont les conditions de vote du texte et des amendements par les militants, le 6 juin, qui ont suscité « *une bataille des chiffres* » entre la direction et l'aile gauche du parti. « *Chiffres farfelus* », « *méthode de calcul scandaleuse* », menace de boycott de la convention...

Le courant « Un monde d'avance », proche de Benoît Hamon, et celui de « Maintenant la gauche », de Marie-Noëlle Lienemann et Emmanuel Maurel, ont défendu leurs positions contre les politiques d'austérité européennes.

COMPROMIS SUR LE PACTE DE STABILITÉ BUDGÉTAIRE

Validé à près de 90 % par les militants, [le document « Notre Europe »](#), qui doit être définitivement adopté dimanche 16 juin par la convention, est finalement un texte de « synthèse ». Un accord a été trouvé dans la nuit du mercredi 12 au jeudi 13 juin. L'aile gauche a lâché du lest sur le pacte de stabilité budgétaire, acceptant sa simple « *révision* » alors qu'elle réclamait sa « *suspension* ». En contrepartie, le document final insiste sur la « *dimension sociale de l'Europe* ».

À l'Élysée, on pousse un « ouf » de soulagement, le PS affichant un « soutien fort » à la ligne de « réorientation » du président de la République. Alors que François Hollande participera les 27 et 28 juin à un Conseil européen, un haut dignitaire du PS est convaincu que le parti a su engager un nouveau rapport de force en Europe. La fameuse phrase à l'encontre de la chancelière aurait même « aidé » le chef de l'État.

DES ASSISES CITOYENNES POUR « CHANGER DE CAP »

Changement de décor. À Montreuil, les organisations de gauche qui avaient mobilisé le 5 mai « contre l'austérité, contre la finance, pour une VI^e République » tenteront de monter encore en puissance. Communistes, Mélenchonistes, mais aussi les écologistes d'EELV (Pascal Durand) et des socialistes de l'aile gauche du PS (Marie-Noëlle Lienemann) se réuniront en assises citoyennes « pour changer de cap en France et en Europe ».

« Les assises s'annoncent comme un événement de très grande portée, un événement majeur qui va marquer la période », assure le secrétaire national du PCF Pierre Laurent. « On visait 1 000 représentants, on sera beaucoup plus que cela, 1 500 ou 2 000 », ajoute-t-il, expliquant que l'objectif est de créer « un arc de forces politiques très large » et d'élaborer « un front de propositions alternatives à l'austérité ».

CORINNE LAURENT

Au conseil national du PS, les « conservateurs » européens montrés du doigt